



Garder le cap

Les Français semblent hésiter entre la morosité et l'inquiétude. Tous les sondages récents indiquent, en effet, une confiance en berne qui s'explique aussi bien par le contexte économique international que par les réformes engagées, pourtant indispensables si notre pays veut remonter au plus vite dans le train de la croissance, du pouvoir d'achat et de l'emploi.

I – Un monde agité

Bien sûr, les nouvelles pourraient être meilleures qu'elles ne le sont, et ce n'est pas jouer les Cassandre que de rappeler l'impact de la crise financière, de la crise du logement et de l'envol des prix des matières premières sur l'économie mondiale. Au reste, l'Organisation de coopération et de développement économique vient de réviser en baisse les perspectives de croissance des pays membres. Pour 2008, la hausse de leur PIB ne devrait plus s'élever qu'à 1,8 %, contre 2,3 % encore espéré en décembre dernier. Si le mot de ralentissement est donc sur toutes les lèvres, il en cache un autre, que l'on chuchote ici ou là, celui de récession. Mot troublant par l'inquiétude qu'il génère, mais qu'il est difficile d'écarter d'un revers de la main, d'autant que le renchérissement des coûts de l'énergie bouleverse les prévisions des uns et des autres. Qui peut raisonnablement affirmer aujourd'hui que le baril de pétrole n'atteindra pas 200 dollars dans les prochains mois ? Et qui peut en prédire les conséquences sociales ? De violentes manifestations se sont produites dans le monde, et ce ne sont sans doute pas les dernières. N'oublions pas que chaque hausse de 10 dollars du prix du baril coûte un demi-point de croissance aux États-Unis, et que tout cela n'est pas neutre pour le Vieux Continent.

Un Vieux Continent dont l'état de santé reste encore fragile, si l'on veut bien garder en mémoire que les bonnes surprises du premier trimestre – hausse du PIB de 0,8 % – ne devraient

malheureusement pas se reproduire au second. La Banque centrale européenne vient ainsi d'abaisser sa prévision de croissance pour 2009 à 1,5 % contre 1,8 % il y a trois mois. Une prévision pessimiste qui ne l'a pas empêché d'annoncer qu'elle envisageait de resserrer les conditions du crédit. Jean-Claude Trichet précisant « *qu'il n'est pas exclu qu'après examen de la situation, nous augmentions un petit peu les taux le mois prochain* ». L'occasion de rappeler que les risques pour la stabilité des prix ont encore augmenté, et que les prévisions pour la zone – autour de 3,4 % pour 2008, – sont bien au-delà des objectifs fixés par la Banque centrale. Dans ce contexte incertain, le « non » Irlandais prend un relief tout particulier.

Et nous ne sommes pas, nous autres Français, à l'abri de pareilles tensions inflationnistes. Puisque l'indice des prix à la consommation vient de progresser de 0,5 % au mois de mai, portant l'inflation à 3,3 % sur un an, un chiffre qui nous n'avons pas connu depuis 1991, il faut se montrer extrêmement prudent avec l'évolution des salaires pour écarter le fameux effet de « second tour ». Un effet aussi redouté que redoutable pour les entreprises, qui supportent déjà la revalorisation du salaire minimum – 2,3 % au premier mai – lequel devrait être augmenté de 0,9 % au 1er juillet. Confrontées à une compétitivité acharnée qui s'apparente souvent à une guerre économique, les entreprises doivent veiller, c'est une nécessité d'intérêt général, à leur compétitivité. L'oublier, c'est donner des armes à nos concurrents.

II – Le nécessaire effort de pédagogie

Ces choses doivent être entendues, comprises. C'est donc l'effort de pédagogie qui doit s'exercer à tout moment sur une opinion inquiète des mutations en cours. Une série de sondages mesure ce pessimisme rarement égalé. Depuis l'élection de Nicolas Sarkozy voici un an, l'indice de confiance

global est passé de + 17 en juin 2007 à – 63 en juin 2008 ⁽¹⁾. Du jamais vu depuis 2005 ! On reconnaîtra sans peine que la confiance, cet indispensable moteur de la croissance, n'est pas au rendez-vous. Les Français, dans leur très grande majorité, attendent des résultats, notamment sur le pouvoir d'achat, et ne les voient pas venir. Et les résultats obtenus par un gouvernement qui ne cesse d'avancer, on a parfois tendance à l'oublier, ne sont peut-être pas ceux que l'opinion attend. A cet égard, disons-le tout net, l'attitude de nos compatriotes face aux 35 heures est assez ambiguë. Le gouvernement avait, et nous étions les premiers à l'en féliciter, affiché sa volonté de réformer pour « *sortir du carcan des 35 h* ». Une volonté sous-tendue par une philosophie fondée sur le libre choix, et la réaffirmation de la valeur du travail. Une philosophie de vie, ouverte, efficace, pragmatique, que certains sont libres de refuser, mais qui correspond aux nécessités du moment, à celles d'une société qui accepte de relever le défi d'un monde ouvert à la concurrence et au risque.

Or, selon une récente étude, les salariés semblent peu désireux de travailler plus pour gagner plus. Même s'il faut rester prudent sur l'interprétation des sondages ⁽²⁾, il faut bien constater que les Français se sont **habitués** aux 35 h. Habitués, oui, et le mot est riche de sens. Ils se sont acclimatés, accoutumés, adaptés tant bien que mal à cette réduction du

temps de travail, mais ils n'ont pas **adhéré** massivement à sa philosophie. Au demeurant, un autre sondage ⁽³⁾ apporte un nouvel éclairage puisque 52 % des Français considèrent que le gouvernement a raison de s'opposer aux syndicats car le plus important est de réformer les 35 h en profondeur. Et les manifestations du 17 juin, organisées dans plus de 120 villes, ont peu mobilisé au grand dam d'un Bernard Thibault, cloué dans son lit par une méchante lombalgie. On voit donc bien que le devoir d'explication est plus que jamais d'actualité. Le devoir d'explication, et le devoir de réforme car il faut être clair, et personne ne peut accuser le gouvernement de ne pas l'être en la matière, il est impératif de continuer les réformes. Un gouvernement qui peut compter sur le plein soutien du groupe UMP à l'Assemblée nationale puisque son président vient encore d'affirmer : « *chacun doit prendre ses responsabilités, nous sommes à la mi-2008, il faut avancer et beaucoup d'autres dossiers sont encore sur la table* ». Une façon aussi de répondre aux propos du commissaire européen aux affaires étrangères et monétaire Joaquim Almunia « *... le message adressé à la France est qu'elle doit suivre la combinaison gagnante, celle qui consiste à mener de front les réformes et la consolidation budgétaire...* ». Et chacun sait, même si les choses ne sont pas toujours simples dans la réalité, que cette combinaison est celle du succès, celle de la croissance et de l'emploi.

(1) Sondage BVA – 6/7 juin 2008.

(2) D'après le sondage Les échos LH2 – L'institut de l'entreprise – 79 % des salariés français travaillant dans le secteur public ou privé ne sont pas intéressés par le rachat de leurs RTT.

(3) Opinion Way pour Le Figaro – 11 et 12 juin 2008.